

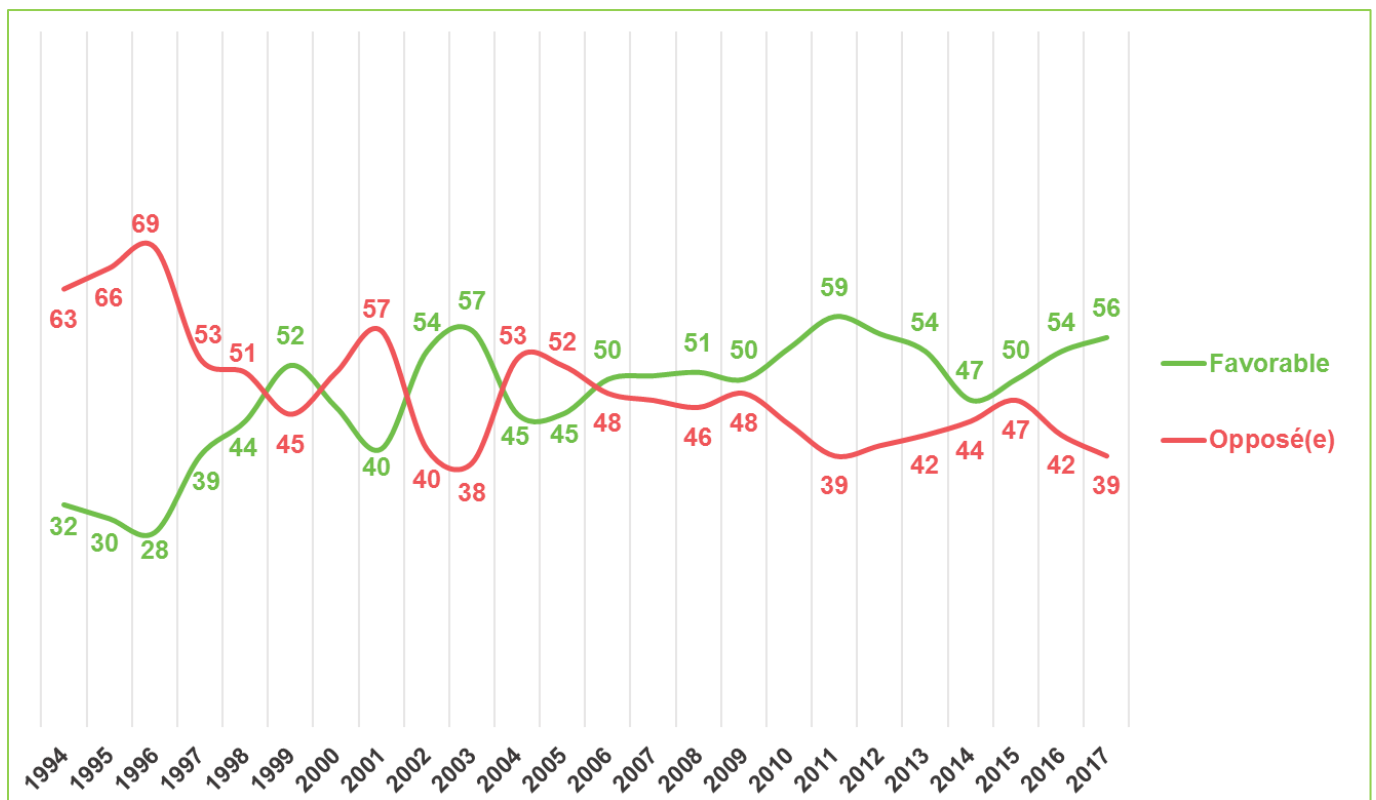
Que retenir de cette enquête ?

- Une fois informés que les étrangers des pays de l'Union Européenne résidant en France ont le droit de vote aux élections municipales et européennes, **56% des Français se déclarent favorables à l'extension de ce droit aux étrangers non-membres de l'Union Européenne vivant dans le pays.**
- Ce chiffre reflète une **nouvelle hausse** (+2 points) par rapport à la dernière mesure réalisée en 2016, poursuivant la dynamique observée depuis 2015, sans pour autant retrouver le niveau historique atteint en 2011. Pour rappel, celui-ci était de 59% de Français favorables, soit la proportion la plus élevée recueillie depuis le début de ce baromètre en 1994.
- Symétriquement, les Français sont également moins nombreux à être défavorables au droit de vote des étrangers (39%, -3 points par rapport à 2016). Les opinions semblent structurées, la part de personnes ne se prononçant pas est plutôt stable (5% en 2017, soit 1 point de plus qu'en 2016).
- Dans le détail, le soutien à l'extension du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales progresse parmi presque toutes les catégories de population et tout particulièrement parmi les jeunes – qui s'y montraient déjà plus favorables que la moyenne en 2016 (73%, +9 points) – mais aussi parmi les personnes âgées – qui expriment un regard plus mitigé (49%, +8 points).

Dans le détail :

56% des Français se déclarent favorables à l'extension du droit de vote aux élections municipales et européennes aux étrangers non-européens vivant sur le territoire français

56% des Français indiquent être favorables à ce que le droit de vote aux élections municipales et européennes ne concerne plus seulement les étrangers des pays de l'Union Européenne résidant en France mais soit étendu à l'ensemble des résidents étrangers, y compris ceux non-membres de l'Union Européenne. 19% y sont même très favorables et 37% assez favorables. À l'inverse, 39% se montrent opposés à cette proposition, dont 20% tout à fait opposés et 19% assez opposés.



Cette proportion est en hausse par rapport à la dernière mesure réalisée en 2016 (54% de Français favorables), sans pour autant retrouver le niveau de soutien enregistré en 2011 (59% favorables). Rappelons qu'au début de ce baromètre, moins d'un tiers des Français (32% en 1994) déclarait être favorable à cette idée. Peu à peu, cette proposition a progressé jusqu'à devenir majoritaire en 1999 (52%). Toutefois, cette adhésion n'a plus recueilli le

soutien de plus d'une majorité de Français à deux reprises, la première fois à la suite des attentats du 11 septembre 2001 (40%), la seconde fois entre 2004 et 2005 (45% de Français favorables).

La mesure de 2011 avait marqué un pic de la courbe, près de six personnes sur dix (59%) se déclarant favorables à cette hypothèse, dans un contexte marqué à la fois par une situation économique fragile et la mise à l'agenda de ce projet par le Parti socialiste. Au début **du quinquennat de François Hollande**, qui s'était engagé sur ce projet dans le cadre de sa campagne électorale, le soutien des Français à cette mesure a d'abord reculé, en 2013 (-5 points) puis en 2014 (-7 points), avant d'amorcer un rebond en 2015 (+3 points), confirmé en 2016 (+4 points). La vague de 2017 poursuit donc cette dynamique. Qui plus est, les Français sont également moins nombreux que l'an passé à être **défavorables au droit de vote des étrangers** (39%, -3 points par rapport à 2016).

Dans le détail, on observe une nette progression du soutien à l'extension du droit de vote des résidents étrangers parmi les **18-24 ans** (+9 points), qui fait plus que compenser la baisse observée l'an dernier (-8 points) : l'adhésion approche désormais les $\frac{3}{4}$ des jeunes (73%). À l'autre bout de la pyramide des âges, la proportion de personnes favorables progresse également chez les **65 ans et plus** (49%, +8 points par rapport à 2016), tandis que les catégories d'âge intermédiaires restent stables (à plus ou moins 1 point). Comme l'an dernier, on constate aussi un nivellement entre les **catégories aisées** et les **catégories populaires**, qui expriment désormais un jugement équivalent (respectivement 57% et 57%, contre 58% et 54% en 2016, et 56% et 44% en 2015).

Sur le plan politique, l'adhésion progresse particulièrement parmi les sympathisants de la France Insoumise ou du PCF (76%, +6 points). Il est en revanche difficile d'observer des évolutions auprès des sympathisants « de gauche » ou « de droite » dans leur ensemble, en raison de l'irruption dans le débat public de la formation « La République En Marche ». Les sympathisants LREM, qui se montrent plus favorables que la moyenne des Français (60% contre 56%), comportent en effet dans leur rang des personnes qui se seraient reconnues l'an dernier dans des formations politiques diverses.

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive –, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.

Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l'institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP permettant ainsi à ce groupe international d'étendre sa présence dans la filière études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur www.harris-interactive.fr, [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

Contacts Harris Interactive en France :

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr